



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

prix de l'énergie

Question au Gouvernement n° 4326

Texte de la question

PRIX DE L'ÉNERGIE

M. le président. La parole est à M. Loïc Prud'homme.

M. Loïc Prud'homme. Monsieur le Premier ministre, vendredi, le prix du gaz va encore augmenter de 12 %. Depuis le début de l'année, il aura augmenté de 57 %. Ce sont donc des centaines d'euros supplémentaires que les Français vont devoir payer : celles et ceux qui avaient des factures annuelles d'énergie de 1 000 euros devront maintenant y laisser 1 500 euros de leur budget. Bienvenue dans le monde merveilleux d'Emmanuel Macron ! (*Murmures sur les bancs du groupe LaREM.*) Alors que 8 millions de Français font déjà la queue à l'aide alimentaire, combien d'autres devront arbitrer, cet hiver, entre le loyer, le chauffage et les repas, afin de payer les factures ?

J'anticipe votre réponse : « C'est la faute des marchés, du prix mondial du gaz. On ne peut pas faire grand-chose, car tout se décide au niveau européen, mais c'est promis, on va taper du poing sur la table ! » J'entends déjà les murs et les fournisseurs d'énergie trembler de peur. Surtout, grand prince, vous allez distribuer un chèque énergie de 100 euros aux ménages les plus modestes : utiliser l'argent des Français pour qu'ils puissent régler leurs propres factures à des fournisseurs d'énergie qui, eux, distribuent en ce moment même 9,5 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, il fallait y penser ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

5,8 millions de ménages attendent l'hiver la boule au ventre, l'immense majorité des autres devront se serrer la ceinture pour payer les factures : remballez votre minuscule chéquier, la précarité ne se combat pas avec des larmes de crocodile !

Ma question est simple : allez-vous enfin bloquer les prix de l'énergie ? Au lieu de laisser les fournisseurs privés se faire du beurre sur notre dos, allez-vous enfin aller chercher notre argent dans leurs poches ? Avec seulement 20 % de leurs dividendes, c'est 320 euros que les 5,8 millions de ménages modestes pourraient récupérer. Monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin choisir les gens plutôt que l'argent ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI, ainsi que sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée du logement.

Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée chargée du logement. Nous vivons en effet une crise du prix du gaz, une crise mondiale qui, ces derniers mois, a vu ce prix multiplié par six : la Norvège et la Russie ont diminué leurs approvisionnements, faisant peser sur le prix du gaz une pression importante, avec des répercussions pour les Français – c'est d'ailleurs vrai pour le prix du gaz comme de l'électricité.

M. Loïc Prud'homme. Non, ce n'est pas vrai !

Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée . Face à cette situation, nous faisons jouer la solidarité nationale, et nous en sommes fiers. La majorité a supprimé l'ancien mécanisme des tarifs sociaux de l'électricité...

M. Loïc Prud'homme. Et les dividendes ?

Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguéequi ne fonctionnait pas bien car il n'atteignait pas sa cible, pour le remplacer, en 2018, par le chèque énergie. D'abord ouvert à un peu moins de 3 millions de ménages, il est désormais accessible à 5,8 millions de ménages. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Le taux de recours au chèque énergie s'élève à plus de 90 %, nous atteignons donc bien notre cible.

Face à la hausse des prix de l'énergie, la solidarité va jouer à plein (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe Dem. – Protestations sur les bancs du groupe FI.*) grâce au complément de chèque énergie de 100 euros – personnellement, je ne méprise pas cette somme : pour un ménage modeste, elle permet d'aider à payer les factures. La solution réside aussi dans les économies d'énergie, raison pour laquelle la majorité finance des travaux de rénovation énergétique à travers MaPrimeRénov' (Mêmes mouvements) :...

M. Julien Aubert. Avec huit mois de retard !

Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguéenous attendons 800 000 dossiers cette année, et 510 000 ont déjà été déposés.

Toutes ces aides visent à vivre mieux et plus confortablement chez soi, tout en préservant la planète et en disposant d'un meilleur pouvoir d'achat. Vous le voyez, monsieur le député, nous agissons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Loïc Prud'homme](#)

Circonscription : Gironde (3^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4326

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Logement

Ministère attributaire : Logement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 septembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 septembre 2021](#)